

**Catherine Earl, éd., *Mythbusting Vietnam. Facts, Fictions, Fantasies***

Copenhague, NIAS Press, 2018, 254 p.

**Philippe Le Failler**

---

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/moussons/4627>

ISSN : 2262-8363

**Éditeur**

Presses Universitaires de Provence

**Édition imprimée**

Date de publication : 29 novembre 2018

ISBN : 979-10-320-0191-2

ISSN : 1620-3224

**Référence électronique**Philippe Le Failler, « Catherine Earl, éd., *Mythbusting Vietnam. Facts, Fictions, Fantasies* », *Moussons* [En ligne], 32 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/moussons/4627>

---

Les contenus de la revue *Moussons* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

2. Ce manuscrit latin agrémenté de passages en sino-vietnamien fut rédigé en 1750 par Adriano di Santa Thecla. Découvert également aux MEP durant les années 1990, il a fait l'objet d'une traduction et d'une publication au début des années 2000 (Dror 2002).
3. L'auteur insiste à bon escient sur les catéchismes de Ricci et surtout d'Alexandre de Rhodes qui chercha à adopter une « troisième voie » explicative des mystères du christianisme (p. 60).

### Référence

DROR, Olga 2002, *A study of Religion in China and North Vietnam in the Eighteenth Century*, Ithaca, NY : Cornell University Press.

\* Maître de conférences, EPHE-PSL.

**Catherine Earl, éd., *Mythbusting Vietnam. Facts, Fictions, Fantasies*, Copenhagen, NIAS Press, 2018, 254 p.**

*Par Philippe Le Failler \**

Sur le Vietnam et son évolution récente, en anthropologie sociale, en économie politique et dans bien d'autres domaines, abondent les idées reçues, truismes et évidences apparentes qui, souvent reprises de livres en articles, peuvent laisser accroire à des faits reconnus que nul, dès lors, ne songe à démontrer. Qu'ils soient issus d'analyses rapides, d'expertises ciblées, d'affirmations gouvernementales ou revêtus d'un vernis de « sagesse populaire », ces préjugés relèvent d'une variété d'unanimité auquel chaque chercheur ayant le Vietnam dans son champ a été confronté et dont on sait à quel point il est difficile de s'abstraire.

Ces « mythes » du Vietnam moderne (ou post-moderne) peuplent les discours politiques et parasitent la littérature scientifique. Cet ouvrage ambitionne de ne pas les tenir pour acquis et tend à promouvoir une approche multidisciplinaire, à multiplier les sources et à questionner les méthodes employées. L'introduction de Catherine Earl donne le ton, et induit de sa part un certain recul introspectif. Le projet est conçu comme un exercice épistémologique : comment,

au cours des trente dernières années, s'est construite une certaine idée de la société vietnamienne que chaque étude fouillée met à mal sans que pour autant ne soit procédé à une réévaluation systématique du contexte ? Comment apprécier la justesse d'un savoir si la production scientifique fait défaut ?

Pour la plupart d'entre eux, les neuf contributeurs de cet ouvrage collectif sont des économistes, anthropologues et géographes du développement. Le livre est organisé en trois parties – faits, fictions et imaginaire –, lesquelles sont dotées de quelques pages introductives.

Le chapitre de Marie Gibert reprend et étend les résultats de ses travaux antérieurs sur l'évolution urbaine de Hô Chi Minh-Ville et, par-delà la dichotomie public/privé, contribue à une redéfinition de ce qu'est l'espace public pour conclure que cette notion ne relève pas d'une catégorie urbanistique. Il semble bien que les définitions normatives occidentales peinent à retranscrire une réalité qui échappe à ses critères. Il ressort de son analyse que ce sont les pratiques urbaines qui permettent de définir la vocation des lieux et elle relève la difficulté qu'à la population à se les approprier. Plus encore que les monuments historiques, places et autres jardins publics consacrés par l'histoire et la volonté des autorités, c'est avant tout la rue elle-même, ses trottoirs et ses venelles qui attestent d'une dynamique de socialisation et d'une vivacité économique. C'est encore dans les interstices du maillage urbain que se loge la vie de quartier, on y retrouve le village dans la ville. La nouveauté que constituent les centres commerciaux, le brassage humain qu'ils entraînent en fait des lieux publics à grande échelle mais, là encore, comme au sein des rues, se constituent des sous-ensembles et des solidarités. Le village renaît dans les allées marchandes. On l'aura compris, par une description de la fluidité des termes et des usages, cet article est presque un éloge du pragmatisme et des capacités d'adaptation des citoyens vietnamiens.

Minna Makkarainen s'attaque à l'épineuse question du confucianisme et de l'inégalité de traitement qu'il engendre pour les femmes. Les valeurs traditionnelles, de celles qui façonnent une image de la Vietnamiennne idéale pètrie de vertus et de loyautés, semblent corseter les femmes plus que leurs homologues masculins à qui les exigences de modernité autorisent une plus grande latitude. Or le confucianisme des Classiques minore la place des femmes, leur rôle second dans la hiérarchie familiale les réduirait à une position subalterne. Ce traitement différencié est certes celui des textes anciens, mais on objectera à l'auteur que, d'une part, on ne sait s'il correspondit jamais à une réalité, et, d'autre part, que les femmes vietnamiennes ont peu en commun avec l'image quelque peu stéréotypée que l'on se fait d'elles. Maintenant comme jadis, il y a un monde entre les codes et la réalité, ceux qui se sont postés à un carrefour hanoïen me comprendront. En contrepoint à la domination masculine de façade, le rôle de « général de l'intérieur » revient le plus souvent aux maîtresses de maison, véritables *deus ex machina* de la mécanique familiale. Au Vietnam comme ailleurs, les femmes réussissent mieux scolairement que les garçons, elles jouent un rôle prépondérant dans la littérature actuelle et leur influence dans le monde social et culturel suit une courbe comparable à l'émergence des classes moyennes, au point que leur succès économique couplé à une indépendance de fait est porteuse d'insécurité car elle menace de dévaloriser certains maris.

C'est d'ailleurs ce qu'indique Philip Martin qui, au fil de ses entretiens, montre des jeunes hommes « *korean style* » tirillés entre l'image traditionnelle de leur épouse idéale et les valeurs issues du consumérisme et de la dictature du paraître. Pour autant, en ces temps de *Đôi mới*, qui reste une transition brutale, alors qu'une multiplicité de voies s'ouvre à eux, jeunes femmes et jeunes hommes ne veulent plus se contenter de vivre par le regard des autres, de complaire

à ce que leur famille ou la société attend d'eux. Il existe une telle distance entre leur vie et celle de leurs parents au même âge qu'il leur appartient de redéfinir les rôles et conduites à tenir.

La seconde partie aborde les fictions. Usant de la perspective historique autant que de l'analyse économique, Vladimir Mazyrin (un ancien diplomate en poste au Vietnam) et Adam Fforde s'accordent à contraster l'idée d'une influence soviétique dans le processus de développement. Certes, le modèle soviétique sur l'évolution politique et économique de la République démocratique du Vietnam est indéniable mais, de leur avis, le mythe consiste à croire que les dirigeants nord vietnamiens, Hồ Chí Minh le premier, étaient des agents du Kremlin appliquant des instructions. De la sorte, et même si certains analystes se sont complus à opérer un *distinguo* entre pro-russes et pro-chinois, il serait plus pertinent de considérer que les dirigeants vietnamiens agissaient indépendamment et au mieux des intérêts nationaux. Sont ainsi passés au crible neuf sujets tels le modèle économique stalinien, que les Vietnamiens réinterprètent, ou encore la réforme agraire des années 1950, où le rôle de mauvais génie est attribué aux conseillers chinois. Quant aux réformes récentes du *Đôi Mới*, et en dépit de ce que croient de nombreux Russes, elle n'est pas une redite de la *perestroïka* initiée par Gorbatchev, c'est-à-dire issue de la volonté d'un homme, mais plutôt le fruit de discussions internes au parti communiste. Nous l'avons compris, le Vietnam décide seul, au nom de l'indépendance et de la préservation de l'identité nationale, quitte à commettre des erreurs dont il assume seul la charge.

L'approche de Mmes Nguyễn Thị Hồng Xuân et Catherine Earl est quant à elle nettement plus technique, et le sujet s'y prête. Quelles sont les conditions d'emploi et de logement des travailleurs migrants à Hồ Chí Minh-Ville ? Leur statut précaire influe-t-il sur leur revenu, leur état de santé

ou leur bien-être et, *in fine*, débouche-t-il sur une véritable intégration à la communauté citadine ? Il ressort de cette analyse documentée et adossée à des données chiffrées que ces migrants en quête d'emploi forment une population flottante dont l'ampleur est méconnue. En effet, ils sont issus d'un flux spontané que les autorités cherchaient en vain à endiguer par l'usage de mesures coercitives de contrôle (inscription au registre du foyer *hộ khẩu* entre autres). Par conséquent, seuls les migrants dûment enregistrés figurent dans les statistiques mais ils ne forment qu'une faible proportion de l'ensemble, la majorité étant des migrants de faits, donc non officiels. On estime qu'un tiers des habitants de Hồ Chí Minh-Ville et un cinquième de ceux de Hanoi sont des « sans papiers ». Certes, leur absence de statut entraîne des discriminations diverses concernant l'accès aux services publics (santé, école), ce qui fait craindre qu'ils ne soient la cause ou les victimes d'un « problème social ». Mais dans bien des domaines, accès au travail ou au logement notamment, des réseaux (famille, amis et autres) aussi informels qu'efficaces suppléent les carences gouvernementales, peu usent des agences de recrutement. Les recherches de terrain menées par des sociologues dans les banlieues industrielles de Hồ Chí Minh-Ville montrent que ces réseaux sont fondamentaux, car l'idée d'un Vietnam en développement où abondent les emplois relève du mythe. Ces travailleurs pauvres, chichement logés, n'ont en réalité que peu de contact avec le reste de la population dans leurs rares heures de détente, si ce n'est parfois avec leur famille. Leur faible salaire ne leur permet pas un accès au système de santé mais, sur ce point, leur sort ne diffère guère des Saïgonnais de souche les plus démunis. Et pourtant, il ressort qu'ils sont plutôt en bonne santé. Quant à l'assertion selon laquelle ils seraient confrontés à une plus grande vulnérabilité face au risque d'infection par le HIV, comme si une corruption des mœurs allait de pair avec leur

absence de statut officiel, c'est là aussi une idée reçue souvent évoquée dans la presse (contrôlée par l'État).

Mais comment ces migrants sont-ils perçus ? Quels lieux communs sont-ils véhiculés à leur endroit ? Ashley Carruthers et Dang Dinh Trung défont le mythe de ces migrants qui, parce que pauvres, formeraient en ville un isolat de *nhà quê* (pêcheurs), de gens sans manières et sans éducation, aux valeurs traditionnelles et à l'accent marqué, des « non civilisés » pour tout dire. Cette image à la « bécassine » que se complaisent à véhiculer certains citadins doit être tempérée. Il appert que les nouveaux venus prennent très vite le pli des coutumes et des travers urbains et, qu'à leur goût, la vie citadine n'est pas exempte de reproches car elle pêche par le manque de qualité de ses relations humaines. Ils sont évidemment confrontés à de nombreux obstacles mais, leur accent perdu, ils s'intègrent sans pour autant couper les liens avec leur village natal où nombre conservent leur *hộ khẩu* et leurs terres, à titre de garantie au cas où... Du reste, après un passage à la ville, certains reviennent, amenant avec eux les pratiques urbaines, du coiffeur à l'architecte, Internet compris, permettant une régénérescence du village et facilitant la transition pour d'autres ruraux tentés par l'expérience citadine. De la sorte, le retour au village n'est pas vécu comme un mouvement en arrière ou un échec mais bien comme une translation (enfin) choisie.

La partie sur les « fantasmes », ces idées socialement construites où les logiques apposées *a posteriori* ne correspondent pas toujours à la réalité des faits, pose la question des ferments idéologiques dont ils sont issus. Ainsi, le *Đổi mới* n'est pas toujours (et nécessairement) le point de départ des réformes. Il revient à Adam Fforde, dont les recherches sur cette période datent du lancement de processus de « renouveau », de défaire l'écheveau. Il prévient le lecteur que les « mythes » ne sont jamais anodins, qu'ils servent un objectif et opèrent au

détriment de « la masse ». Et pourtant, ce sont les élites académiques qui véhiculent ces demi-vérités avec le plus de complaisance, suivies de près par les organismes dirigeants et les donateurs, World Bank en tête. Il explore quatre de ces points : 1) le processus de transition a commencé lors du VI<sup>e</sup> Congrès du parti communiste (1986, la date peut être contestée car les premiers décrets de libéralisation de l'économie datent de 1981) ; 2) le Vietnam a suivi le modèle chinois (les études comparatives invalident cette thèse) ; 3) Le Vietnam est un exemple réussi d'un Big Bang réformateur (cette hypothèse, bien que non étayée par des sources fiables a cependant les faveurs de Googl Scholars, et fut donc reprise *ad nauseam*) ; 4) sous l'ancien système, il n'y avait pas de marché et de propriété privée (l'absence d'une institution n'est en rien synonyme d'une absence de marché, lequel existait bel et bien, même au temps des coopératives quand les paysans vendaient sur le marché informel une part de la production).

Pour conclure, cet ouvrage sérieux nous incite à revérifier nos sources, à ne rien tenir pour acquis, à nous pencher sur les « tactiques épistémologiques » quand cela concerne la production de connaissances à propos du Vietnam (mais pas seulement). Les études sociales et économiques sont encore trop peu nombreuses, la compartimentation disciplinaire reste la règle, on manque de recul et la recherche empirique laisse trop souvent la voie ouverte aux généralisations abusives et aux théories hâtivement conçues. Il est temps de remettre à plat certains discours sur le rôle de l'État, sur les diverses influences qui s'y manifestent, sur ses carences que le dogme obère... Mais mieux encore, il nous invite à mieux prendre en compte le contexte mouvant d'une société dont la mutation rapide prend de court des analystes confrontés à l'obsolescence accélérée des données patiemment recueillies quelques années plus tôt.

\* Membre statutaire de l'IrAsia (Aix Marseille Univ, CNRS, IrAsia UMR 7306, Marseille, France) et maître de conférences à l'École française d'Extrême Orient (EFEO, Paris).

**Johann Grémont, *Maintenir l'ordre aux confins de l'Empire. Pirates, trafiquants et rebelles entre Chine et Viêt Nam 1895-1940*, Paris, Maisonneuve et Larose/Hémisphères, coll. « Asie en perspective », 2018, 336 p.**

*Par Philippe Le Failler \**

Jamais le pouvoir impérial établi à Thăng-Long ou à Huế n'avait ambitionné un véritable contrôle sur les territoires montagneux de la frontière sino-vietnamienne. Il y jouissait certes d'une autorité nominale mais l'usage restait celui d'une délégation de pouvoir à l'archipel des chefs locaux. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'irruption coloniale apporta des éléments neufs dans le fonctionnement de cet espace : une frontière fixe, délimitée, gardée et la volonté d'y faire régner l'ordre et y induire une certaine stabilité. Pour plus de commodité, l'organisation administrative de la colonie indochinoise délaissa le découpage administratif civil de type provincial pour préférer une organisation en territoires militaires. Ce sont ainsi les rapports, bulletins et courriers de ces officiers-administrateurs qui constituent la source de référence pour une restitution de ce pan d'histoire aussi particulier que peu connu. Cet ouvrage, issu d'une thèse soutenue en 2017 (Grémont 2017), est quelque peu atypique. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un classique exposé de la situation des marches de l'empire, ni vraiment d'une histoire des rapports transfrontaliers mais plutôt d'une approche assez fine de la criminalité, usant de l'outil statistique, exercée sur un corpus défini et s'appliquant à une région donnée. L'auteur fait le choix de ne pas traiter le cas atypique de la province de Lai-Châu (4<sup>e</sup> territoire militaire), ce qui peut se comprendre au vu de son